



Produits phytosanitaires: difficile d'évaluer leur impact sur la santé

14/04/2009 11:40

Suite au Grenelle de l'environnement, le plan Ecophyto 2018 prévoit une réduction de 50% de l'utilisation des produits phytosanitaires en 10 ans. Cette mesure, jugée ambitieuse par les métiers de l'agriculture, répond à une forte inquiétude de la part de la population. Pour éclairer le débat autour de ces produits, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a auditionné plusieurs acteurs du secteur.

Evaluer

par **Sonia Pignet**
 Réagir à l'article

«En 2008, selon un sondage Ifop, 80% des Français se sont déclarés inquiets de la présence de pesticides dans leur alimentation», a rappelé François Veillerette, co-auteur du livre «Pesticides: révélations sur un scandale français» (2007). L'accès à une impressionnante quantité d'informations pose en effet de nombreuses questions quant à l'impact de ces produits sur la santé. «Aujourd'hui, nous souhaitons faire un point scientifique et distinguer la réalité objective du ressenti qui, lui, est basé sur l'idée que l'on peut avoir de la réalité», a donc déclaré Jean-Claude Etienne, sénateur de la Marne et premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst), en introduction au débat qui s'est tenu à l'Assemblée nationale jeudi 9 avril. Intitulée «Les effets des phytosanitaires sur la santé humaine», cette audience publique a réuni une quinzaine de personnes, représentant des scientifiques, des industriels, et des agences gouvernementales. Elle alimentera le rapport de l'Opecst qui devrait voir le jour à l'automne prochain.

Premier constat: malgré les très nombreuses études qui portent sur les résidus de pesticides, l'impact de ces produits sur la santé humaine est finalement peu connu. Chez les usagers de pesticides, qui représentent pourtant la catégorie la plus étudiée, les scientifiques cherchent encore à faire le lien entre exposition et pathologies. «Toutes localisations confondues, il y a moins de cancers chez les exploitants agricoles que dans la population générale», a indiqué Pascal Gauduchon, directeur du Grecan (Groupe régional d'études sur le cancer). En revanche, il existe «un excès de risque, limité mais confirmé, de cancers de la prostate et d'hémopathies malignes comprenant des lymphomes et des leucémies». Problème: «Si on exclut le tabagisme, 86% des cancers mortels restent inexpliqués», a-t-il précisé. Il faudrait donc améliorer la qualité des données d'exposition aux pesticides et la puissance statistique des études. C'est l'objectif d'AgriCan,

Ecophyto 2018

A défaut d'avoir pu trancher sur la dangerosité des produits phytosanitaires, les pouvoirs publics ont opté pour une réduction de 50% de leur utilisation d'ici 10 ans. C'est l'objectif du plan Ecophyto, issu des discussions du Grenelle de l'environnement. Pour l'UIPP (Union des industries de la protection des plantes), c'est un objectif ambitieux. «La dépendance aux produits phytosanitaires des agriculteurs est comparable à celle des médecins pour les antibiotiques», a analysé Guy Paillotin, président du Comité opérationnel du plan de réduction de l'usage des pesticides «Ecophyto 2018». Pourtant, certains agriculteurs qui ont déjà divisé par deux leur usage de produits phytosanitaires sont en tête en termes de compétitivité, a-t-il rappelé.

NOUVEAU - Envirodr
Conformite : Votre v
réglementaire en EH
intégrée dans un vot

!

Répondez aux volets v
réglementaire et suivi
conformité des
certifications ISO 140C
OSHAS 18 001

enviro**droit**-conformit

Les Services du JDLE

Suivez en direct la
qualité de l'air des
principales villes
européennes

En partenariat avec
Airparif, suivez en dir
la qualité de l'air de plu
d'une vingtaine de ville
françaises et européen

JDLE Qualité de l'a

Communiqués

Inscrivez vous
gratuitement au HSE
daily !

Découvrez le premier
quotidien électronique
langue anglaise à
destination des
professionnels pour vo
informer de toute
l'actualité internatona
européenne en
Environnement - Santé
Sécurité.

une étude portée par le Grecan, qui s'est donné comme objectif de rechercher le lien entre agriculture et cancers. Avec 182.000 participants, Agrican porte sur la plus large cohorte agricole existante. Les données sont en cours d'analyse et les premiers résultats devraient arriver en 2010.

Concernant la population générale, la situation est plus floue encore. «95% des résidus de pesticides proviennent d'un usage agricole. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'exposition personnelle vient d'abord de l'usage particulier de certains produits», a rappelé Martin Guespereau, directeur général de l'Association française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset). «Il y a beaucoup moins d'études, et les difficultés méthodologiques rendent l'interprétation difficile: multiples expositions, pathologies multifactorielles, évaluation de l'exposition peu précise, etc.», a estimé Florence Coignard, épidémiologiste en santé-environnement à l'InVS (Institut national de veille sanitaire). Ainsi, au vu des études déjà réalisées, il n'est pas possible de faire un lien entre cancer du sein et DDT (un pesticide aujourd'hui interdit en France), il existe des présomptions de lien entre utilisation de pesticide à domicile durant la grossesse et cancers de l'enfant, et certains pesticides présentent des effets délétères sur la fertilité. «Il reste beaucoup de lacunes. Une méthodologie de calcul de l'exposition est nécessaire pour tirer des conclusions», a affirmé Florence Coignard, prudemment.

Une chose est sûre cependant: les produits phytosanitaires laissent des traces dans l'environnement. Martin Guespereau a présenté un état des lieux de la présence de ces produits dans les différents milieux. Eaux de surface (le glyphosate est la principale cause de déclasserement des eaux), eaux souterraines (DDT et lindane, un insecticide également interdit en France aujourd'hui), atmosphère, sols et air intérieur: dans tous ces milieux, l'Afsset a relevé la présence de nombreux produits. Les sols, notamment, en tant que réserves de polluants, peuvent présenter des concentrations importantes. «Nous devons aller plus loin dans la surveillance et la collecte de données, informer commune par commune, et travailler sur les cocktails de pesticides», a indiqué Martin Guespereau. Côté alimentation, «excepté dans le cas du chlordécone, aucune étude ne montre de dépassement de la DJA (dose journalière admissible) en termes d'apport sur les substances prioritaires», a rapporté Jean-Luc Volatier, responsable du pôle d'appui scientifique à l'évaluation des risques à la Direction de l'évaluation des risques nutritionnels et sanitaires de l'Afssa (Agence française de sécurité sanitaire des aliments). Mais là encore, il faut réaliser d'autres études car les techniques analytiques ne permettent pas de quantifier assez finement les apports réels dans le cas de tous les régimes alimentaires. Jean-Charles Boquet, directeur général de l'UIPP (Union des industries de la protection des plantes) a lui aussi appelé à la poursuite des études. «Elles sont rassurantes. Mais il faut rester vigilant, et prendre en compte seulement celles qui sont soumises à un comité de lecture avant publication», a-t-il tenu à préciser. Bref, «aujourd'hui, on n'a pas de démonstration de risque établie, mais on ne peut pas dire qu'il n'y a pas de risques», a résumé Jean-Claude Etienne.

VALIDER Fermer